



6 juillet 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt-trois, le six juillet, le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Saint-Fulgent – Les Essarts, dûment convoqué le 30 juin 2023, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Jacky DALLEY, Président.

Date d'affichage de la convocation : 30 juin 2023

Présents : **Les Brouzils** : Jacqueline BLAIN, Pascal CAILLE, Emilie DUPREY – **Chauché** : Myriam BARON, Alain BONNAUD, Christian MERLET – **Chavagnes-en-Paillers** : Xavier BILLAUD, Annie MICHAUD, Eric SALAÜN – **La Copechagnière** : Annie NICOLLEAU – **Essarts en Bocage** : Caroline BARRETEAU, Nathalie BODET, Pierrette GILBERT, Cathy PIVETEAU-CANLORBE, Freddy RIFFAUD – **La Merlatière** : Philippe BELY – **La Rabatelière** : Jérôme CARVALHO – **Saint-André-Goule-d'Oie** : Jacky DALLEY, Catherine SOULARD – **Saint-Fulgent** : Hugo FRANCOIS, Jean-Luc GAUTRON, Sophie MANDIN.

Excusés : **Bazoges-en-Paillers** : Jean-François YOU pouvoir à Jacky DALLEY – **Chavagnes-en-Paillers** : Stéphanie VALIN pouvoir à Annie MICHAUD – **Essarts en Bocage** : Arnaud BABIN pouvoir à Caroline BARRETEAU, Fabienne BARBARIT pouvoir à Freddy RIFFAUD, Emmanuel LOUINEAU pouvoir à Pierrette GILBERT, Yannick MANDIN pouvoir à Nathalie BODET, Nicolas PINEAU pouvoir à Cathy PIVETEAU-CANLORBE – **Saint-Fulgent** : Marylène DRAPEAU pouvoir à Sophie MANDIN

Secrétaire de séance :

En exercice : 30
Présents : 22
Votants : 30
Quorum : 16

N° 200-23 – Projet de modification des limites territoriales de la commune d'Essarts en Bocage, demande d'avis du conseil communautaire

Après avoir rappelé qu'en 2020 s'était constitué un collectif d'habitants portant un projet de scission au sein de la commune nouvelle d'Essarts en Bocage, dans le but de recréer les communes de L'Oie et Sainte Florence.

Après lecture de la demande de M. le préfet sollicitant l'avis du conseil communautaire sur ces projets de détachement, indiquant que sans réponse dans un délai de 2 mois, l'avis serait considéré comme favorable.

Après avoir rappelé les différentes étapes de la procédure et leurs conclusions concernant le projet de modification des limites territoriales de la commune d'Essarts en Bocage.

Considérant que la procédure de modification des limites territoriales d'une commune prévue aux articles L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ne prévoit pas la consultation de la communauté de communes.

Considérant que le projet de détachement ne vise pas à modifier le périmètre de l'intercommunalité puisque les commissions consultatives de l'Oie et Sainte-Florence ont indiqué leur souhait qu'en cas de scission, les communes de l'Oie et Sainte-Florence demeurent sur le territoire intercommunal.

Considérant que le préfet confirme dans son courrier que le projet de modification des limites territoriales de la commune d'Essarts en Bocage est susceptible d'aboutir à la création d'une voire deux communes nouvelles qui seront nécessairement membres de notre communauté de communes.

Considérant, dès lors que les limites territoriales de la communauté de communes ne sont pas impactées par ce projet, qu'un établissement public de coopération intercommunale n'a pas la légitimité pour se prononcer sur une affaire dont l'objet relève du seul fait communal, qu'il revient à ce titre aux citoyens et élus de la commune nouvelle et de ses communes déléguées d'exprimer leur avis.

Considérant enfin que l'ensemble des élus communautaires ne dispose pas d'une information suffisamment précise et détaillée sur le fond du sujet pour être à même de donner un avis avisé et sincère.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à la majorité (20 voix pour, 10 voix contre et 0 abstention) de ne pas se prononcer sur cette demande d'avis, laissant Monsieur le Préfet tirer les conclusions des différentes consultations réalisées et avis recueillis à chacune des étapes de la procédure qu'il a mise en œuvre, pour orienter sa décision.



Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme, le 12 juillet 2023

Le Président,
Jacky DALLEY

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.